

Recherches sociographiques



Yves BOISVERT (dir.), *Scandales politiques. Le regard de l'éthique appliquée*, Montréal, Liber, 2009, 259 p.

Magaly Brodeur

Volume 52, numéro 1, janvier–avril 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045840ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045840ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brodeur, M. (2011). Compte rendu de [Yves BOISVERT (dir.), *Scandales politiques. Le regard de l'éthique appliquée*, Montréal, Liber, 2009, 259 p.] *Recherches sociographiques*, 52(1), 148–150. <https://doi.org/10.7202/045840ar>

monde rural. Enfin, la troisième et dernière partie est la continuité de la seconde en ce sens qu'elle poursuit la présentation en insistant sur le caractère « nouveau » du monde rural à travers, entre autres, le renouvellement de l'agriculture, de la foresterie, de la mobilisation des communautés rurales ou encore du développement territorial « solidaire ». Le dernier sous-titre de cette partie « Territoires ruraux, territoires d'avenir » permet de comprendre, si ce n'est déjà fait, que l'ouvrage se présente comme un plaidoyer en faveur du monde rural. Quant à la conclusion qui soulève les enjeux fondamentaux de la ruralité du Québec (en premier lieu la question de l'environnement), elle montre bien que la vie dans le Québec rural ne constitue pas une réalité à part et s'inscrit au contraire au cœur de la modernité du Québec tout court.

En somme, *Comprendre le Québec rural* s'apparente davantage à un exercice de promotion du monde rural québécois qu'à un travail d'analyse ou même de synthèse. L'ignorance du monde rural par les urbains, voire la condescendance de ces derniers, peuvent-elles justifier un ouvrage proche de l'apologie ? Quoi qu'il en soit, on peine à identifier clairement le lectorat visé. Le grand public et les ruraux eux-mêmes y trouveront-ils vraiment un intérêt ? La qualité esthétique du livre pourrait le laisser croire, mais on s'étonne que les magnifiques illustrations ne soient pas accompagnées de légendes qui permettraient d'identifier les lieux et les gens. L'objectif des auteurs était double : offrir des informations et des analyses pour comprendre le monde rural. Les chercheurs et étudiants y glaneront certes quelques informations utiles sans pour autant y trouver les clés d'interprétation pour « comprendre » le Québec rural. On peut affirmer sans aucun doute mission accomplie pour le premier de ces deux objectifs.

Benoît GRENIER

Département d'histoire,
Université de Sherbrooke.
benoit.grenier2@USherbrooke.ca

Yves BOISVERT (dir.), *Scandales politiques. Le regard de l'éthique appliquée*, Montréal, Liber, 2009, 259 p.

Dès les premières lignes de l'ouvrage *Scandales politiques. Le regard de l'éthique appliquée* le lecteur ne peut être qu'enchanté. L'approche proposée est novatrice et pourrait constituer un outil des plus intéressants pour les intervenants en éthique, appliquée. En effet, l'idée de vérifier si, par-delà l'agent pointé du doigt, on ne trouverait pas un contexte organisationnel déficient et ultimement, une nécessité de développer un modèle de management des risques éthiques est totalement rafraichissante. Le cadre général proposé, c'est-à-dire celui de faire émerger des archétypes comportementaux, culturels et structurels propres aux scandales politiques est des plus stimulants. Cependant, une fois la lecture terminée, nous ne pouvons que constater que la marchandise n'a pas été livrée. En effet, la démonstration n'est guère convaincante.

Tout d'abord, il faut comprendre que cet ouvrage ne fait qu'un survol rapide de six scandales politico-administratifs canadiens et québécois (scandale des commandites, Shawinigate, l'affaire Radwanski, Oxygène 9, le cas Frigon et M3i). *Scandales politiques. Le regard de l'éthique appliquée* comporte de nombreux défauts, dont des sections d'analyse et de synthèse beaucoup trop courtes. Cependant, les failles les plus importantes se situent au plan méthodologique, car ces dernières ont des répercussions considérables sur la qualité du travail final. Ainsi, très peu de détails sont donnés au sujet de la méthodologie utilisée et plusieurs lacunes sont à souligner (il manque parfois des dates dans les notes en bas de page, l'ouvrage ne comporte aucune bibliographie, etc.). Les quelques notes en bas de page laissent croire que la presse écrite et les publications gouvernementales sont les sources fondamentales de cet ouvrage. Il est d'ailleurs étonnant de constater qu'aucun entretien dirigé ou semi-dirigé ne semble avoir été réalisé, et ce, en sachant qu'au début de l'ouvrage les auteurs ont posé leur conception ontologique des scandales comme étant des phénomènes sociaux et culturels complexes. Dès lors, comment peuvent-ils comprendre la réalité sociale et culturelle complexe des organisations qu'ils étudient ? Et surtout, comment pourront-ils ultimement fournir un outil pour les intervenants en éthique sur le terrain en ne livrant aucun renseignement sur leur méthode de travail ?

Après la lecture des six chapitres de ce livre, qui sont parfois redondants et de qualité inégale, un défaut d'ailleurs souvent reproché aux ouvrages collectifs, les conclusions nous laissent sur notre faim ; en effet, elles ne sont pas des plus étonnantes. Les conflits d'intérêts ou l'apparence de conflits d'intérêts se retrouvent au cœur de tous les scandales étudiés, il y a souvent de l'ingérence politique importante dans les dossiers étudiés, un laxisme en matière de surveillance est souvent observable, l'entourage des élus est une zone à risque et, à l'intérieur des organisations, c'est le service d'acquisition des biens et services ainsi que celui d'autorisation et de vérification des dépenses qui sont les plus exposés ; enfin, la nomination est une situation considérablement à risque, etc... Bref, aucun apport majeur à la littérature.

En fin de compte, cet ouvrage en apparence très prometteur est quelque peu décevant. Il s'apparente beaucoup plus à un travail de type exploratoire qu'à un véritable travail de consolidation théorique ou de développement d'une méthodologie d'intervention. Cependant, *Scandales politiques. Le regard de l'éthique appliquée* présente brièvement plusieurs grands scandales qui ont occupé une place importante dans l'actualité québécoise et canadienne des dernières années. Dès lors, le livre pourrait intéresser les membres du grand public qui désirent parfaire leurs connaissances sur certains scandales politico-administratifs canadiens et québécois ainsi que les étudiants de niveau collégial ou de premier cycle universitaire en sciences humaines et sociales.

Nous attendons donc la suite de cet ouvrage avec impatience et nous espérons que, dans ce second tome, les auteurs pourront présenter en détail l'outil d'intervention en éthique appliquée au contexte organisationnel qu'ils auront développé. À ce moment, leur modèle de management des risques éthiques pourra

fort probablement constituer un apport majeur à la littérature sur les scandales et dans le domaine de l'éthique appliquée.

Magaly BRODEUR

Centre de recherche en éthique,
l'Université de Montréal.
magaly.brodeur@umontreal.ca

Valéry RIDDE et Christian DAGENAI (dirs), *Approches et pratiques en évaluation de programme*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, 358 p.

Sous la direction de Valéry Ridde et Christian Dagenais, *Approches et pratiques en évaluation de programme* réunit des textes à visée pédagogique afin d'appuyer les formations en évaluation de programme. Divisé en deux parties, le volume campe les principaux concepts et approches dans le domaine et présente six cas relevant de la pratique évaluative.

D'emblée, les directeurs de ce collectif distinguent l'évaluation de la démarche scientifique en ce que l'évaluation ne tend pas à produire des connaissances mais plutôt à fournir de l'information pour une prise de décision informée. L'évaluation est vue en parallèle de trois courants formant le processus des programmes : la planification, la mise en œuvre (l'évaluation), et la pérennisation.

Le premier texte de la section « Concepts et approches », sous la plume de Levin-Rozalis, fait la distinction entre *recherche* et *évaluation de programme*, cette dernière se restreignant à des champs d'application précis et une utilisation des résultats pour une activité déterminée dans un espace-temps circonscrit, une logique inductive et une dépendance à l'action sur le terrain. Enchaînant sur la différence entre recherche et évaluation, Bernard Perret ajoute au chapitre 3 que l'évaluation vise également à *construire des jugements de pratique*, ceux-là mêmes qui permettent de prendre action (ou décision) à propos d'une activité donnée. En ce sens, l'évaluation va au-delà des actions et propose une discussion (une *rhétorique* selon l'auteur) qui repose sur la description et l'interprétation des faits, bref *un travail sur les représentations sociales de la réalité* (p. 54) : « Le but de l'évaluation n'est pas de produire des données scientifiques, mais de réduire l'incertitude et de renforcer la cohérence des décisions et des pratiques » (p. 55), par une attention portée aux idées, forcément construites, ainsi qu'aux processus discursifs.

Un peu en décalage avec les autres textes de cette section, le chapitre 4 de Jacob et Rothmayr porte sur les similarités et différences entre l'analyse des politiques publiques et l'évaluation. Introduisant le cycle classique des politiques publiques comme base de discussion, les auteurs lient l'évaluation à toutes les étapes du processus d'action publique plutôt que seulement à la phase finale de mise en œuvre. À défaut d'être instructif sur les méthodes d'évaluation des politiques, ce chapitre a le mérite de rappeler, à la différence du texte introductif par Ridde et Dagenais, que l'évaluation ne peut être dissociée du développement des politiques publiques.